



Pour un premier mai de lutte et de transformation sociale

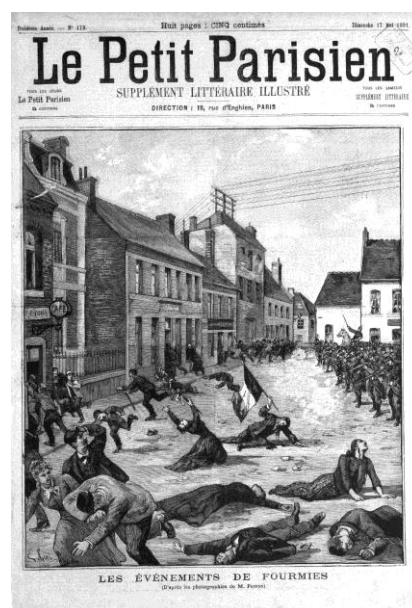
Paris, le 29 avril 2024

Bref Rappel historique...

Le premier mai est la fête du travail... NON !

Le premier mai est la journée internationale des travailleur.ses.

Né en 1889 dans le giron de l'internationalisme socialiste et inspiré par la grève des travailleur.ses américain.es du 1^{er} mai 1886 pour la réduction du temps de travail journalier à 8h, endeuillée par le massacre de [Haymarket Square](#) (12 morts, 130 blessés). Dès 1890, des mobilisations importantes ont lieu dans de nombreux pays, dont la France et se poursuivront les années suivantes entachées par le sang de nombreux.ses militant.es. Ce sera notamment le cas en 1891, à [Fourmies \(Nord\)](#), où dix mort.es et plusieurs dizaines de blessé.es tombent sous les balles de l'infanterie. Loin de décourager les travailleur.ses, ce drame teintera ce jour d'un élan supplémentaire de lutte, de générosité ouvrière et de solidarité.



En 1919, après de nombreuses années de luttes, de souffrances et de mobilisations, Georges Clémenceau présente le 8 avril, un projet de loi pour la journée des 8h, ratifié par le Sénat le 23 avril, qui fait également du 1^{er} une journée chômée (non travaillée). Le 1^{er} mai 1919 est historique par son ampleur et parce qu'il transcende désormais l'espoir d'un changement de société.

En 1941, Pétain, prenant l'exemple sur l'Allemagne hitlérienne et l'Espagne franquiste décide d'institutionnaliser le 1^{er} mai en fête nationale pour en subvertir le sens originel. Il désigne le 1^{er} mai « fête du travail ». Ce n'est qu'en 1967 que les syndicats, interdits de manifester le 1er mai depuis 15 ans, reprennent les rues de Paris, de République à Bastille.



Mobilisons-nous le 1^{er} Mai 2024 !

Emmanuel Macron continue d'utiliser cette expression, méprisant l'histoire et le sens de cette journée pour les travailleur.ses. Par ailleurs, son gouvernement se fait le porte-parole d'idées rétrogrades à la veille des élections européennes, instrumentalisant la situation de l'enfance en danger par le seul prisme du symptôme délinquant. Si ce jeu est avant tout électoraliste, il vient créer une perméabilité idéologique dangereuse pour la démocratie et banalise les jalons d'une idéologie autoritariste.

Ce 1^{er} mai 2024 s'inscrit dans le champ des luttes qui a fondé cette journée historique, surtout dans un contexte de résurgence de dérives autoritaristes, de guerres en Ukraine et en Palestine, où le risque génocidaire menace le peuple palestinien. C'est aussi une prise de pouvoir des forces d'extrême-droite dans plusieurs pays. Aussi, à la veille des élections européennes, le danger de l'ascension de l'extrême-droite à ce scrutin est prégnant, notamment en France. Ce 1^{er} Mai, imprégné de l'histoire de cette journée, doit être le ferment d'une prise de conscience des forces progressistes représentées par l'ensemble des travailleurs et des travailleuses.

Si le 1^{er} mai représente un combat contre les forces d'oppression, il est aussi l'expression des colères contre les attaques sociétales que subit la jeunesse en difficulté. Des remises en cause avançant de pair avec celles qui sont portées contre les conquits sociaux des travailleurs et des travailleuses. En effet, la macronie, dont le projet accroît d'année en année les inégalités sociales, s'attaque aujourd'hui au bien commun, sous couvert d'un plan d'austérité : nos services publics et particulièrement ceux de l'éducation : 692 millions retirés à l'Education Nationale, 37 millions de restrictions pour la Protection Judiciaire de la Jeunesse. Ces restrictions budgétaires imposées aux services publics viendront accroître encore les inégalités sociales déjà criantes au sein de notre société.

Le 1^{er} Mai, mobilisons-nous pour nos services publics, pour nos conditions de travail, pour une société plus juste, mais aussi contre la répression des mouvements contestataires !

Les conquits sociaux des travailleur.ses se sont obtenus face aux violences de gouvernements conservateurs qui menacent à nouveaux nos droits républicains. Mobilisons-nous également pour lutter contre les entraves à la liberté d'expression et une répression du mouvement social dont la macronie use pour faire taire ses oppositions progressistes !

Toutes et tous mobilisé.es le 1^{er} Mai 2024 pour perpétuer la lutte pour une société plus juste, car hier comme aujourd'hui, c'est notre travail qui génère leurs richesses et nos services publics qui abondent les nôtres !